



*La FSU salue la tenue de ce colloque et la démarche du MCLCM qui a eu l'immense mérite de poser dans le débat public la question des enjeux multiples de l'évaluation.*

L'introduction des évaluations dans notre système éducatif, à la fin des années 1980, était liée à la volonté d'organiser les apprentissages dans la classe en fonction des progrès et des difficultés individuelles de chaque élève. « *Mettre l'élève au cœur des apprentissages* », plutôt que de se contenter d'une seule répartition des programmes sur l'année scolaire, commune à tous les élèves quel que soit leurs progressions. En apparence, un tel principe semble satisfaire la volonté de démocratisation de la réussite scolaire. Mais les choses ne sont pas si simples.

Tout d'abord parce que le modèle pédagogique de la différenciation supposerait bien d'autres conditions d'enseignement que celles mises en œuvre aujourd'hui. Beaucoup d'enseignants en ont fait l'amère expérience, s'épuisant dans des organisations complexes et finissant par réduire très fortement les activités collectives pourtant essentielles aux apprentissages. Face à ces visions idéalistes, aujourd'hui fréquemment portées par des conceptions individualistes de la réussite, il faut défendre l'évaluation comme un outil qui est utile à l'enseignant et nécessaire pour identifier des difficultés d'apprentissage et les comprendre. Un tel usage strictement « diagnostique » n'a besoin ni de classement, ni de comparaisons standardisées ... il est un seul et unique outil pour l'enseignant à l'abri de tout risque de stress pour l'élève ou d'effet discriminant et ségrégatif.

Le modèle auquel le ministère contraint les enseignants aujourd'hui, au prétexte de permettre un diagnostic, sert en fait bien d'autres visions. Sous un discours délibérément simple (« *on évalue les difficultés pour les résoudre* ») se jouent en réalité d'autres enjeux.

Tout d'abord celui d'une maîtrise instrumentale de l'outil qui va permettre de communiquer sur la réussite des politiques scolaires. Nous en avons eu la démonstration en novembre 2019 où suite à une publi-

cation faisant état d'une progression en lecture, le ministre évoque le « moment historique » où le niveau remonte. Les commentaires de spécialistes, y compris au sein de l'institution, se font plus prudents, d'une part parce que les progrès demandent à être confirmés dans le temps mais surtout parce qu'ils reposent sur quelques items (la fluence en lecture, par exemple) qui ont été l'objet d'entraînements intensifs. On connaît les effets du « *teach to test* » ... L'augmentation de la part de contrôle continu au bac conduira en définitive les enseignant·es à faire « réussir » leurs élèves indépendamment de leur réussite réelle. Mais en attendant, le ministère a son outil de communication qui lui permet de crier « scientifiquement » victoire... mais aussi d'influer sur les contenus parce que les évaluations étant centrées sur une partie des programmes, elles incitent les enseignant·es à survaloriser ces compétences particulières. L'outil de communication devient aussi un outil d'installation des « *compétences fondamentales* ». L'opération nécessite des contraintes institutionnelles fortes parce que, comme elle ne correspond pas à un outil véritablement adapté au travail des enseignant·es, il faut l'imposer. Par autorité hiérarchique déjà... mais aussi en utilisant la pression que les familles vont contribuer à installer dans une forte exigence de réussite pour leur enfant. On imagine comment un tel contexte contribue à renforcer les effets des environnements sociaux, au prix de moments de pression sur les élèves et d'une désignation précoce de ceux qui réussissent.

Nous sommes bien loin d'un outil d'identification des difficultés des élèves qui contribuerait à aider des enseignants formés à un usage didactique des évaluations.

Pour toutes ces raisons, une réflexion approfondie sur l'évaluation est plus que jamais salutaire, bon colloque à vous.

Benoît Teste, secrétaire général de la FSU